



Assemblée générale  
Conseil économique et social

Distr.  
GENERALE  
A/47/283  
E/1992/83  
24 juin 1992  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE  
Quarante-septième session  
Point 12 de la liste préliminaire\*  
RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL  
Session de fond de 1992  
Points 9 et 12 de l'ordre du  
jour provisoire\*\*

ASSISTANCE ECONOMIQUE SPECIALE, AIDE HUMANITAIRE ET SECOURS  
EN CAS DE CATASTROPHE

DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

L'unification du Yémen : appui de la communauté internationale  
à son infrastructure économique et sociale

Assistance au Yémen

Rapport du Secrétaire général

I. INTRODUCTION

1. Dans sa résolution 45/193 du 21 décembre 1990, l'Assemblée générale, se félicitant de la formation de la République du Yémen mais consciente de la situation économique difficile où se trouvait le pays par suite de la fusion de l'infrastructure économique et sociale de la République arabe du Yémen et de celle de la République démocratique populaire du Yémen après leur unification, de même que du nouveau fardeau économique et social résultant de la situation entre l'Iraq et le Koweït, a exprimé sa solidarité avec le Yémen et engagé les Etats, les organisations gouvernementales et les organisations internationales non gouvernementales à prêter assistance aux efforts que fait ce pays pour améliorer son infrastructure économique et sociale. L'Assemblée générale a en outre prié le Secrétaire général d'aider à mobiliser des

\* A/47/50.

\*\* E/1992/100.

ressources et d'étudier la possibilité d'élaborer un programme global d'évaluation des besoins du Yémen pour que la communauté internationale puisse contribuer à les satisfaire. L'Assemblée a également prié le Secrétaire général de lui présenter à sa quarante-septième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1992, un rapport sur l'application des dispositions qu'elle avait ainsi adoptées.

2. Dans sa résolution 1991/62 du 26 juillet 1991, le Conseil économique et social, notant que, dans son rapport sur l'aide à la reconstruction et au développement du Yémen 1/, le Secrétaire général avait souligné qu'il était absolument essentiel de maintenir l'assistance et l'appui de la communauté internationale à ce pays, et notant également que l'Assemblée générale, dans sa résolution 45/193, avait instamment invité la communauté internationale à continuer de donner suite aux résolutions des Nations Unies concernant l'assistance au Yémen, a prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa session ordinaire de 1992, un rapport sur les mesures prises.

## II. SITUATION DU YEMEN APRES L'UNIFICATION

3. Les principes adoptés au moment de l'unification de la République du Yémen ont entraîné de profonds changements au niveau de l'organisation et du fonctionnement de la société. L'institution d'un système démocratique pluraliste fondé sur la liberté d'association et la liberté de la presse et privilégiant l'orientation vers une économie de marché, a influé sur de nombreux aspects de la vie dans le pays, provoquant même de très profondes transformations dans certains domaines. En outre, afin d'atténuer le coût social de l'unification, le Gouvernement a décidé que, pendant une période transitoire de 30 mois (jusqu'en novembre 1992), certaines solutions et certains arrangements institutionnels seraient maintenus en attendant la restructuration définitive. Tout cela a déjà suffi à créer d'immenses difficultés dans l'organisation structurelle et, dans de nombreux cas, à susciter des besoins de financement supplémentaires.

4. Au cours de la période considérée, deux autres facteurs ont entraîné des difficultés supplémentaires au niveau des ressources : a) le retour massif de quelque 850 000 migrants yéménites revenant de pays de la région; et b) une brusque diminution de l'aide provenant des sources traditionnelles, qui n'a pas été compensée par des fonds d'autres sources. En raison des troubles politiques dans les pays africains voisins, un nombre croissant de réfugiés est arrivé au Yémen. Deux catastrophes naturelles - une sécheresse comparable à celle qui s'est abattue sur une grande partie de l'Afrique subsaharienne et un tremblement de terre - ont encore ajouté à des besoins déjà multipliés.

5. Le Gouvernement yéménite a profité de la période transitoire notamment pour définir les priorités du développement et pour réorganiser le cadre économique général. Grâce aux réformes du régime des changes, du contrôle des prix et de la réglementation des importations et exportations, les prix appliqués dans de nombreux secteurs de l'économie yéménite reflètent les coûts et la demande et peuvent donc servir de base aux décisions d'investissement. Une nouvelle réglementation des investissements a été conçue et adoptée afin de faciliter et d'encourager les investissements privés nationaux et

/...

étrangers. Le Gouvernement ne se contente pas d'encourager les nouveaux investissements privés mais a également adopté une politique résolue de privatisation des avoirs publics dans l'industrie, l'agriculture et le secteur des services. Actuellement, les taux d'intérêt sont dans une large mesure déterminés par le marché. En dépit de l'énorme charge que représente la masse salariale et d'un déficit budgétaire encore important, l'écart s'est réduit, essentiellement grâce à la diminution des dépenses militaires et à l'amélioration de la collecte des recettes.

6. Il faudra encore du temps pour affiner ces réformes de l'économie pour que les changements commencent à produire des effets concrets et relancent l'économie. A l'heure actuelle, les ressources sont loin d'être suffisantes pour faire face au coût de l'unification, aux conséquences des guerres et des bouleversements politiques dans la région (Golfe et corne de l'Afrique) et aux effets de la sécheresse et du tremblement de terre, auxquels viennent s'ajouter les obligations financières dont la République du Yémen a hérité de la République arabe du Yémen et de la République démocratique et populaire du Yémen. En conséquence, le Yémen a toujours besoin d'une assistance dans le domaine financier, dans celui des investissements et surtout dans le domaine technique.

### III. MOBILISATION DE L'AIDE INTERNATIONALE

#### A. Conférence-table ronde

7. Dans le cadre de son action globale visant à redéfinir son organisation économique et sociale tout en renforçant les relations avec ses partenaires extérieurs qui oeuvrent pour le développement, le Yémen a demandé au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) de l'aider à organiser une première conférence-table ronde en ce sens. Cette réunion, qui doit se tenir à Genève les 30 juin et 1er juillet 1992, doit permettre au Gouvernement de faire connaître dans le détail la nouvelle politique économique et sociale qu'il a récemment adoptée et mise en oeuvre ainsi que ses objectifs en matière de développement national, et d'examiner les politiques globales et sectorielles avec ses partenaires (donateurs, partenaires commerciaux et investisseurs). Le Yémen se propose d'utiliser cette tribune pour considérer dans une perspective à long terme ses relations et sa collaboration avec les pays et organisations internationales, afin d'instaurer un équilibre entre l'aide d'une part et les échanges et l'investissement d'autre part, en donnant une place de plus en plus importante à ces derniers.

8. Les réunions par secteur qui seront organisées à la suite de la conférence-table ronde permettront au Gouvernement yéménite de mettre au point avec tous ses partenaires dans l'oeuvre du développement des cadres de programmation détaillés portant sur tous les aspects de l'investissement étranger et de l'assistance technique dans les principaux secteurs économiques et sociaux. Ces réunions porteront sur les politiques et objectifs de développement et on peut espérer qu'elles aborderont également les besoins globaux de financement et la disponibilité des ressources.

/...

9. Les documents établis en vue de la conférence-table ronde 2/ (notamment le mémorandum économique général et ses annexes par secteur) constituent un inventaire de la politique économique et sociale, des objectifs de développement et des besoins d'assistance du Yémen.

B. Programme du PNUD (1992-1996)

10. Le Conseil d'administration du PNUD a approuvé à sa session de mai 1992 le premier programme pour la République du Yémen. Les décisions prises à la session de juin 1991 ont permis de ne pas réduire les fonds d'assistance technique affectés au Yémen pour le cycle en cours (1992-1996), qui représentent la somme des ressources allouées à l'ancienne République arabe du Yémen et à l'ancienne République démocratique populaire du Yémen lors du cycle précédent.

11. Le programme du PNUD pour le Yémen constitue un cadre général de programmation de l'assistance technique et a bénéficié pour son établissement du concours d'autres organismes des Nations Unies (notamment le Fonds des Nations Unies pour la population, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et l'Organisation mondiale de la santé), ainsi que des entretiens tenus avec de nombreux donateurs bilatéraux. En concevant ce programme, le PNUD était conscient que le Yémen a surtout besoin d'une assistance technique dans le domaine de la gestion, notamment pour pouvoir élaborer, sur la base de données fiables, des stratégies, programmes et plans de développement, réorganiser les structures, assurer la gestion financière et opérer une réforme de la fonction publique. L'accent est également mis dans ce programme sur la mise en valeur des ressources humaines, l'objectif étant de relever très fortement les indicateurs sociaux, actuellement très bas, en développant les services médicaux et l'enseignement. Le développement écologiquement rationnel, en particulier la mise en valeur et la gestion des maigres ressources en eau, fait également partie des priorités de l'assistance technique future.

Notes

1/ A/46/217-E/1991/94.

2/ Les documents de la conférence-table ronde peuvent être obtenus auprès du Gouvernement yéménite ou par l'intermédiaire du PNUD.

-----